

# Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Hosni Moubarak, Président de la république arabe d'Egypte, sur les relations franco-égyptiennes et sur la situation au Proche-Orient et en Irak, au Caire le 19 avril 2006.

M. HOSNI MOUBARAK - Je suis très heureux de souhaiter la bienvenue au Président CHIRAC qui est notre invité sur la terre égyptienne, un dirigeant pour lequel nous avons beaucoup de respect et de considération. Je voudrais dire comme nous sommes heureux des discussions utiles et fructueuses que nous avons eues aujourd'hui et qui ont confirmé la profondeur des relations de coopération et d'amitié entre l'Egypte et la France et entre les deux pays amis.

Ces entretiens ont confirmé combien nous tenions à renforcer les relations bilatérales dans tous les domaines et continuer à nous concerter concernant les divers problèmes régionaux et internationaux.

Nous avons abordé avec notre cher invité ce qui se passe sur les questions palestiniennes et israéliennes. Comment aller de l'avant dans le processus de paix. Comment améliorer la vie quotidienne du peuple palestinien. Et nous avons évoqué la prochaine visite du Président de l'Autorité palestinienne en France, la semaine prochaine.

Les entretiens ont également porté sur les relations syro-libanaises, sur le progrès dans la mise en oeuvre de résolution des Nations Unies. Comment renforcer le dialogue national au Liban. Comment sauvegarder la stabilité en Syrie et au Liban. Comment remettre sur les rails les relations entre les deux pays.

J'ai discuté avec le Président CHIRAC de la situation en Irak. Comment nous pouvons faire réussir le processus politique, parvenir à un accord national entre les Irakiens, pour garantir le retour de la stabilité. Comment sauvegarder la souveraineté de l'Irak, son indépendance et son intégrité territoriale.

Nous avons parlé des développements du dossier nucléaire iranien, son lien avec la sécurité du Golfe, du Proche et du Moyen-Orient. Et l'appel lancé par l'Egypte à faire de cette région une région libre d'armes nucléaires et de toutes les armes de destruction massive.

Nous avons aussi évoqué la manière de mettre un terme à cette crise en poursuivant le dialogue actuellement en cours entre l'Iran et la Troïka européenne.

Nos entretiens aujourd'hui ont également porté sur la situation au Darfour, les efforts de la Ligue Arabe et de l'Union Africaine pour mettre un terme à ce conflit, pour parvenir à un règlement politique acceptable, dans le cadre des négociations d'Abuja pour instaurer la paix et la stabilité, pour ouvrir la voie à travers les efforts de l'Union Africaine des Nations Unies pour sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité et reconstruire cette région.

Concernant les relations bilatérales, nos entretiens ont confirmé notre volonté de renforcer et d'affermir ces relations dans tous les domaines, particulièrement en ce qui concerne les échanges commerciaux, la coopération dans le domaine des investissements dans l'industrie du pétrole et du gaz, de la coopération scientifique, technologique et culturelle, en plus de la coopération dans le domaine du tourisme et la coopération entre les hommes d'affaires.

Le Président CHIRAC, au cours de cette visite importante, va procéder à l'inauguration de l'Université française en Egypte, à Chorouq, et également à la mise en place du Conseil présidentiel franco-égyptien des affaires. C'est une traduction tangible des relations fortes entre les deux pays et de notre volonté commune d'aller de l'avant.

Encore une fois, je voudrais souhaiter la bienvenue à notre invité et à la délégation qui l'accompagne. La parole est à vous, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Président, cher ami, et je tiens à saluer bien entendu les personnalités ici présentes et l'ensemble des journalistes égyptiens, français ou étrangers qui se sont déplacés.

Je voudrais tout d'abord exprimer toute ma reconnaissance au Président MOUBARAK pour l'accueil qu'il veut bien me réserver et auquel je suis particulièrement sensible.

Ma visite s'inscrit dans le cadre de nos contacts qui sont anciens, permanents, amicaux et confiants. J'attache, pour ma part, vous le savez, je crois, le plus grand prix à l'expérience et à la sagesse du Président MOUBARAK, notamment pour tout ce qui concerne cette région, au sens large du terme, et plus généralement, les problèmes du monde.

Alors, dans quel contexte a lieu cette visite ? Tout d'abord, je souligne le soutien de la France à l'Egypte dont le rôle est essentiel pour la stabilité et pour la paix dans cette région. Nous partageons également une même vision du monde, mais aussi une vision des rapports entre les peuples, une vision fondée sur la nécessité du dialogue et sur le respect des uns et des autres. L'Egypte est confrontée à des défis importants sur le plan du développement, compte tenu de l'importance de sa population et de sa croissance. Elle a fait le choix courageux de la modernité et de l'ouverture et c'est un choix qui se traduit notamment par une croissance exceptionnelle de l'économie égyptienne d'aujourd'hui.

Nous avons évoqué le renforcement de notre coopération, à la fois dans le domaine de l'éducation et dans le domaine de l'économie, de l'éducation, en particulier à l'occasion de l'inauguration demain de l'Université française d'Egypte. Une idée que nous avons lancée ensemble, le Président Hosni MOUBARAK et moi, il y a quatre ans. Il s'agit de renforcer l'ouverture de la jeunesse égyptienne sur le monde, en particulier pour les technologies de progrès, de pointe, celles qui concernent notamment la communication, l'information, mais aussi l'environnement, les services financiers, le tourisme. Nous sommes heureux de la réussite de cette Université française d'Egypte.

Le second volet est de nature économique. L'Egypte a engagé, chacun le sait, des réformes importantes pour s'adapter et moderniser son économie et la France soutient naturellement ces efforts qui sont actuellement à l'évidence couronnés de succès.

Nos échanges commerciaux se développent de façon très importante. La France est aujourd'hui le troisième fournisseur et le deuxième investisseur étranger en Egypte. Nous lançons demain, comme l'a rappelé le Président, le Conseil présidentiel des Affaires qui rassemble des chefs d'entreprise importants ou de petites et moyennes entreprises à la fois égyptiens et français pour donner une impulsion nouvelle à ces échanges qui se développent, je le répète, de façon particulièrement importante depuis quelques temps.

Nous avons signé une convention qui va permettre à l'Agence française de développement d'agir en Egypte ce qui va, là aussi, faciliter et amplifier notre action économique.

Nous avons, le Président l'a évoqué, parlé des problèmes régionaux et constaté, une fois de plus, que nous sommes, je dirais, sur la même ligne pratiquement face à toutes les crises, les difficultés ou problèmes auxquels sont confrontés les pays de la région. Et j'ai tenu, une fois de plus, à rendre hommage au rôle essentiel que joue l'Egypte sur la scène internationale et en particulier au Moyen-Orient.

S'agissant du Proche-Orient, nous avons évoqué l'espoir de voir des négociations reprendre. Et pour ce qui concerne l'Irak, le Président l'a évoqué, nous avons parlé de la nécessité de l'unité et de l'intégrité de ce grand pays. Pour la Syrie et le Liban, j'ai rappelé que le Liban devait retrouver sa pleine souveraineté et que toute la lumière devrait être faite sur l'assassinat de Rafic HARIRI, l'ancien Premier Ministre. Nous soutenons la commission internationale d'enquête ainsi que la

mise en oeuvre au tribunal international, decide entre le Liban et les Nations Unies.

Pour l'Iran, vous le savez, ce pays est signataire du Traité de non prolifération. Il n'a pas, à proprement parler, respecté ses engagements. La France et l'Egypte travaillent dans le même esprit de dialogue. Le Président a rappelé tout à l'heure que, sur l'initiative de l'Egypte, l'AIEA avait approuvé l'idée d'une zone au Moyen-Orient dépourvue de toute arme de destruction massive. Et la France a soutenu la proposition du Président MOUBARAK dans ce domaine. Pour le Soudan, nous nous sommes réjouis de l'adoption de la résolution 1663 prévoyant le passage sous casques bleus de la mission de l'Union Africaine dans le Darfour.

Voici les principaux points que nous avons évoqués qui sont des points de convergence sans réserves entre nos deux pays, entre nos deux peuples, sur, à la fois la paix et la stabilité dans cette région et dans le monde, et sur le développement économique de l'Egypte et des relations entre la France et l'Egypte.

QUESTION - Une question que j'adresse aux deux Présidents. Pour vous Monsieur le Président, l'Iran, future puissance nucléaire, qui a décidé de soutenir le Hamas, en plus du Hezbollah, et du Jihad islamique, est-il devenu une menace de déstabilisation pour l'ensemble du Moyen-Orient, non seulement pour Israël, mais aussi pour l'Egypte, la Jordanie, le Liban, allié de l'occident ?

LE PRESIDENT - Nous n'en sommes pas encore là, heureusement. Aujourd'hui, il faut explorer toutes les possibilités offertes par l'action diplomatique pour éviter une déstabilisation qui pourrait être très grave de la région du Moyen-Orient et probablement au-delà. Cette action, menée par la communauté internationale, ne met pas en cause, chacun le sait, l'accès de l'Iran aux technologies nucléaires civiles. En revanche, elle doit, d'une part permettre à l'AIEA de jouer tout son rôle et d'autre part, permettre de garantir la sécurité et la stabilité dans cette région. Je crois que c'est, en réalité, l'intérêt de l'ensemble du monde.

M. HOSNI MOUBARAK - Tout le monde sait que nous lançons un appel pour que cette région soit une région exempte de toute arme de destruction massive, que ce soit en Israël ou dans tout autre pays, par exemple l'Iran. Mais, aujourd'hui, d'après ce que nous entendons, l'Iran suit une voie nucléaire. Nous pensons que ce problème doit être résolu par les voies politiques et diplomatiques. Nous devons épuiser tous les moyens qui sont à notre disposition et ne pas avoir recours à des frappes militaires qui pourraient avoir des conséquences très graves pour la région et pour le monde.

A mon avis, il faut poursuivre l'action politique, l'action diplomatique et tout autre action, sans prendre de décisions de guerre et paix parce que cela serait extrêmement dangereux. C'est très facile de prendre une telle décision, mais les conséquences en seraient très difficiles.

QUESTION - Le Président MOUBARAK estime que la suspension de l'aide destinée à l'Autorité palestinienne est une sorte de punition pour le peuple palestinien qui s'oppose au respect de la volonté des peuples. La position de la France à ce sujet restera-t-elle la même que celle de l'Union européenne, ou changera-t-elle, considérant que M. Mahmoud ABBAS se rendra très prochainement à Paris ?

LE PRÉSIDENT - Il y a eu, dans cette région, des élections. Il n'est pas question de les contester. A partir de là, se pose un problème qui tient au fait que le Hamas est inscrit sur la liste des organisations terroristes internationales, notamment de l'Union européenne. Or, il se trouve que l'Union européenne apporte l'essentiel de l'aide matérielle aux Palestiniens et à l'Etat palestinien. Alors, je comprends que l'Union européenne se soit posée des questions.

Je considère, pour ma part, qu'il serait -et c'est le sentiment du Président MOUBARAK- à la fois injuste et politiquement maladroit de faire payer à la population palestinienne le prix que l'on voudrait lui faire payer en supprimant l'aide.

Je suis donc partisan du maintien de l'aide, pour des raisons humanitaires et de justice. En revanche, il y a probablement des modalités à mettre en oeuvre, et c'est l'un des sujets que je me propose, pour ma part, de traiter avec M. Mahmoud ABBAS à Paris, dans quelques jours : à savoir, comment faire en sorte que l'aide puisse être distribuée au profit de l'ensemble des Palestiniens et dans des conditions qui soient respectueuses des règles de la démocratie. Voilà la position de la France : maintien de l'aide, dans des conditions à déterminer avec le chef de l'Etat palestinien.

M. HOSNI MOUBARAK - Je suis tout à fait d'accord avec le Président CHIRAC sur la nécessité de poursuivre l'aide et l'assistance au peuple palestinien, car interrompre cette aide est une sanction pour ce peuple qui vit dans des circonstances extrêmement difficiles : un citoyen palestinien a une famille, il a une épouse, des enfants, un entourage, il faut acheter la nourriture, des dépenses médicales. Il faut absolument que cette aide et cette assistance puissent se poursuivre.

J'en ai parlé avec la Secrétaire d'Etat américaine, elle nous a promis que cette aide se poursuivrait, pour ce qui est de l'aide humanitaire. Car si on laisse le peuple palestinien sans aide, sans médicaments, sans traitements, comment ne pas s'attendre à ce qu'il se jette dans les bras des extrémistes. Nous n'avons pas besoin de plus d'extrémistes dans la région.

QUESTION - Messieurs les Présidents, ma question est sur la Syrie. On a l'impression, aujourd'hui, qu'il y a un blocage de la communauté internationale, parce que on n'avance pas avec la Syrie en ce qui concerne les demandes de la communauté internationale sur le Liban. Vous avez discuté de cela, quels en ont été les résultats ? Monsieur le Président MOUBARAK, allez-vous prendre une initiative pour parler aux Syriens ? Comment jugez-vous le rapport de Terje ROED-LARSEN, qui a été publié aujourd'hui ?

M. HOSNI MOUBARAK - Tout d'abord, nous lançons beaucoup d'initiatives dans ce domaine et la Syrie et le Liban nous importent et la stabilité de la région aussi. La stabilité de ces pays est essentielle pour la stabilité de l'ensemble de la région. Nous connaissons les problèmes entre la Syrie et le Liban et nous travaillons de façon assidue avec les Syriens et les Libanais pour résoudre les problèmes qui restent en suspens. Beaucoup d'efforts sont fournis et nous continuons à les fournir, également, avec le Royaume d'Arabie saoudite.

LE PRÉSIDENT - Vous savez que, depuis très longtemps, la France a avec le Liban une relation du coeur. Nous avons beaucoup souffert de voir le Liban dans la situation politique qu'il a connue depuis un certain temps. La France souhaite que le Liban retrouve sa pleine autonomie, son indépendance, dans un contexte démocratique dont il a la tradition, qui est conforme à sa tradition et sans ingérence de l'extérieur. La France n'a rien contre la Syrie, elle souhaite simplement que la Syrie cesse de faire des ingérences de toute nature au Liban. Cela n'est pas acceptable pour la communauté internationale, et notamment pour la France.

J'ajoute que nous souhaitons que les problèmes soient réglés entre les deux pays, qu'il y ait une reconnaissance réciproque de ces deux pays l'un envers l'autre, qu'il y ait une frontière qui soit incontestée, notamment une ligne de démarcation qui soit incontestée. Nous souhaitons, vous le savez, le respect de la résolution 1559, qui est un élément important de l'intervention de la communauté internationale dans le problème syro-libanais. Nous soutenons évidemment la commission d'enquête internationale.

Et j'en profite pour dire, bien que ce ne soit pas la même chose, que le rapport de M. ROED LARSEN qui a été déposé aujourd'hui, est un rapport positif et, comme toujours avec M. ROED LARSEN, marqué au coin d'une bonne connaissance des problèmes et d'une certaine sagesse. Nous souhaitons la mise en place la plus rapide possible du Tribunal international, qui a été approuvé dans son principe par la quasi-totalité de la communauté internationale, et que les choses se normalisent le plus vite possible, dans le respect de l'intégrité et de l'indépendance du Liban.

QUESTION - Messieurs les Présidents, l'idée du dialogue des civilisations a achoppé sur le problème des caricatures, quand on a vu des manifestations dans les rues des capitales européennes et arabes. Aujourd'hui, tout le monde parle du dialogue des civilisations, de la compréhension de la culture de l'autre, mais personne n'a rien fait pour mettre cette idée en oeuvre. Comment pouvons-nous transformer cette initiative de façon tangible, pour un meilleur dialogue entre l'orient et l'occident ?

LE PRÉSIDENT - Il n'y a pas de stabilité, de paix, sans un respect mutuel. L'essentiel est de faire en sorte que les hommes et les peuples se respectent, qu'ils respectent leurs civilisations, respectent leurs cultures et qu'ils aient des échanges positifs et non pas des échanges négatifs. C'est la thèse du Président MOUBARAK depuis longtemps, c'est également la mienne.

Vous avez évoqué le problème des caricatures, j'ai dit à l'époque ce que j'en pensais : nous sommes profondément attachés, parce que c'est notre système politique qui est en cause, au respect de la liberté de la presse. Mais la liberté a toujours une limite, qui est l'agression de l'autre & elle doit s'exprimer avec la modération nécessaire, si l'on veut éviter de blesser l'autre. Dans cette affaire, il y a eu incontestablement des excès, que j'ai eu l'occasion d'ailleurs de dénoncer.

QUESTION - Monsieur le Président, à propos de la situation en Israël et en Palestine, pourriez-vous nous donner votre sentiment sur l'attitude du Hamas qui a récemment approuvé l'attentat de Tel Aviv ?

LE PRÉSIDENT - Je vais vous dire : ceux qui ont pris la responsabilité d'armer dans ces conditions un gamin, pour provoquer la mort, sont des gens totalement irresponsables, et je ne peux que les condamner de la façon la plus totale.

HOSNI MOUBARAK - Je voudrais ajouter un mot à ce que vient de dire le Président CHIRAC : le meilleur moyen pour nous d'éviter ces actes violents, c'est que les deux parties s'asseyent autour de la table des négociations. Le gouvernement palestinien doit reconnaître les accords conclus avec l'autorité palestinienne par le passé, pour que Palestiniens et Israéliens puissent s'asseoir autour d'une table de négociation. Si les choses devaient se poursuivre telles qu'elles sont aujourd'hui, elles se compliqueraient et il serait encore plus difficile de les résoudre.

LE PRÉSIDENT - Je suis tout à fait de l'avis que vient d'exprimer le Président MOUBARAK.

QUESTION - Monsieur le Président MOUBARAK, vous avez déjà prévenu du danger d'un glissement de l'Irak vers une guerre civile. Quelles sont les solutions possibles aujourd'hui pour empêcher la partition de l'Irak, étant donné la situation que l'on constate aujourd'hui, également les difficultés qu'il y a à former un gouvernement irakien ?

HOSNI MOUBARAK - C'est une question extrêmement difficile : les Irakiens veulent se gouverner eux-mêmes, le peuple irakien n'acceptera jamais que quelqu'un d'autre le gouverne. Certains parlent de l'envoi de forces musulmanes, mais le peuple irakien refusera les forces venues de pays musulmans, tout comme il refuse les forces de pays étrangers.

Ce qu'il faut faire, c'est former les forces irakiennes pour qu'elles puissent sauvegarder la paix et la stabilité en Irak. Dans la situation actuelle, il y a une guerre & lorsque nous le disons, ils protestent, mais vous le dites tous les jours. Le vice-ministre de l'intérieur a parlé d'une guerre civile en cours aujourd'hui & est-ce que nous parlons de deux guerres différentes ?

Il faut absolument trouver une solution. Je vois que la situation est difficile, il faut des solutions radicales et un certain courage dans la prise de décision.

Je vous remercie.